

Aide au développement et Croissance Economique

Khemiri Imen

Université de Tunis El Manar

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Tunis

Tunis, Tunisie

khemiri_imen2001@yahoo.fr

Résumé— Cet article montre si l'aide publique au développement est efficace dans les pays en développement. Il tente d'examiner la relation entre l'aide publique au développement et la croissance économique. Sur un échantillon composé de 72 pays en développement en utilisant la méthode des moments généralisée (GMM) sur des périodes annuelles de 1980 à 2010, les résultats des estimations montrent également que l'aide publique au développement ne contribue pas à une amélioration de la croissance.

Mots clefs— Aide publique au développement et Croissance Economique.

I. INTRODUCTION

L'aide internationale est la stratégie ou la politique qui vise à promouvoir la croissance économique dans les pays pauvres et de réduire ainsi la pauvreté. En effet, les institutions de Bretton Woods tels que le Fond Monétaire International et la Banque Mondiale estiment que les pays pauvres présentent un manque d'investissement et un manque d'épargne. L'aide internationale leur permet de combler le déficit ou l'écart entre l'épargne et l'investissement ce qui leur permet d'améliorer leurs taux de croissance. La croissance économique sera bénéfique pour la réduction de la pauvreté. L'aide au développement permettra ainsi d'éliminer la pauvreté dans le monde. La lutte contre la pauvreté est, et demeure un objectif principal de l'aide publique au développement. Cette dernière doit viser l'amélioration du bien-être des populations pauvres dans les pays en développement. Pour atteindre un tel objectif, l'aide au développement doit servir à promouvoir la croissance économique dans les pays du Tiers-monde, notamment en finançant l'investissement dans ces pays.

Dans les pays en développement où la situation est plus préoccupante, on va étudier dans la première section l'efficacité de l'aide au développement en termes de croissance. Pour ce faire, nous menons des estimations sur des données de panel, d'une équation de croissance sur 72 pays en développement et sur des périodes annuelles entre 1980-2010. Selon les estimations, il n'apparaît pas de résultats robustes en ce qui concerne l'effet de l'aide publique au

développement global sur la croissance. Dans une deuxième section nous essayons de voir si l'aide bilatérale et l'aide multilatérale améliorent la croissance économique dans les pays en développement.

II. REVUE DE LITTERATURE

L'aide publique au développement est-elle efficace ? Cette question se trouve au centre du débat sur le lien entre l'aide au développement et la croissance économique. A la fin des années 1990 s'est ouvert un intense débat afin de déterminer dans quelle mesure l'aide au développement est efficace en termes de croissance. En effet, les analyses de Burnside et Dollar (1997, 1998, 2000) sont au cœur du débat sur l'efficacité de l'aide. Ces auteurs considèrent que l'aide n'est efficace en termes de croissance que lorsque les pays bénéficiaires adoptent des politiques économiques de bonne qualité. Ils provoquent dans leurs études que les pays donateurs doivent attribuer leur aide en fonction de l'adoption de bonnes politiques par les pays récipiendaires. Toute fois, cette définition de bonne politique ne fait pas l'objet d'une unanimité. C'est ainsi que cette idée a été défendue par la Banque Mondiale dans le rapport *Assessing Aid* publié en 1998. Les études de Burnside et Dollar ont été réalisées alors que l'aide publique au développement a connu un recul élevé suite à la fin de la guerre froide au début des années 1990 donc il y a eu l'apparition des études qui en doute de cette efficacité.

Afin d'estimer l'efficacité de l'aide en termes de croissance, Burnside et Dollar (1997) estiment une équation de croissance qui met en relation une variable d'aide et un terme d'aide en interaction avec un indicateur de politique économique¹. La qualité des politiques macro-économiques

¹ L'indicateur de politique économique est construit à partir de trois variables : inflation, solde budgétaire et ouverture commerciale. Cet indice se définit comme suit :

Indice de politique économique = 1.28 + 6.85 Surplus Budgétaire - 1.4 Inflation + 2.16 Ouverture Commerciale

est déterminée par la maîtrise de l'inflation, l'équilibre budgétaire et la mise en œuvre d'une politique d'ouverture commerciale. L'interaction de l'aide publique au développement avec l'indice de politique économique permet d'étudier l'impact des politiques économiques sur l'efficacité de l'aide au développement en termes de croissance. Leurs résultats économétriques montrent un coefficient positif et statistiquement significatif au seuil de 1% du terme croisé de l'aide avec l'indicateur de politique économique. Burnside et Dollar (1997,2000) concluent que l'aide n'est efficace en termes de croissance que dans un environnement macroéconomique de bonne qualité. Dans ce cas, l'aide n'est efficace en termes de croissance uniquement dans les pays en développement qui présentent de bonnes politiques économiques. On peut alors dégager le principe de sélectivité des pays bénéficiaires et le principe de conditionnalité basée sur la qualité des politiques économiques.

Burnside et Dollar (2000) concluent que l'aide au développement favorise la croissance économique seulement dans les pays qui adoptent de bonnes politiques macroéconomiques. D'autres chercheurs remettent en cause cette idée et constatent qu'il ya d'autres facteurs qui peuvent influencer la relation entre l'aide au développement et la croissance économique. Collier et Dehn (2001) considèrent que les chocs de prix des exportations peuvent influencer la relation entre ces deux variables. Guillaumont et Chauvet (2001,2002) suggèrent que l'efficacité de l'aide au développement en termes de croissance dépend de la qualité des politiques, la qualité des institutions, les perturbations climatiques et les termes de l'échange des pays récipiendaires, etc. Ces études incluent un terme d'interaction entre l'aide et l'une des variables précitées.

Easterly, Levine et Roodman (2004) ont constaté que les résultats obtenus par Burnside et Dollar (2000) ne font pas l'objet des tests de robustesse. Ils reprennent le modèle de Burnside et Dollar (2000) pour un échantillon plus large. Leurs résultats d'estimation montrent que le terme d'interaction entre l'aide reçu et l'indice de politique économique est statistiquement non significatif au seuil de 1%. Ils concluent que l'efficacité de l'aide au développement en termes de croissance ne dépend pas de politiques économiques menées par les pays récipiendaires.

Griffen et Enos (1970) ont été parmi les premiers auteurs à remettre en question l'efficacité de l'aide, à partir d'une étude empirique faisant état d'une corrélation simple négative entre l'aide et la croissance dans 27 pays. De nombreux chercheurs ont fait une réflexion à cette conclusion, soutenant que la relation était délicate ou inexistante (Mosley et alii, 1987 ; Dowling et Hiemenz, 1982 ; Singh, 1985; Boone, 1994). Pour Peter Bauer (1972), l'aide est néfaste au secteur privé et entrave donc le développement parce qu'elle a un effet dissuasif sur l'investissement.

L'étude de Boone (1994), en particulier, est l'une des plus citées dans ce domaine. Son analyse s'est focalisée uniquement sur une relation linéaire faisant ainsi abstraction de l'éventuelle endogénéité de l'aide, et a abouti à la conclusion selon laquelle l'aide affecte négativement la croissance. Quant à Voivodas (1973) qui a travaillé sur un échantillon de 22 pays, sur la période de 1956 à 1968, la relation aide-croissance serait plutôt non significative.

Selon cette catégorie de chercheurs, l'aide ne favoriserait pas la croissance pour plusieurs raisons parmi lesquelles on dénombre, entre autres, les problèmes de gouvernance. En effet, pour ces auteurs, l'aide serait détournée² de son objectif parce que engloutie dans des limousines et des palais présidentiels, ou parce que ordonnée au maintien au pouvoir des mauvais gouvernements, et donc à la perpétuation des politiques économiques malsaines et au report des réformes.

Toutefois, au milieu des années 1990, un changement de cap important est survenu lorsque les tenants de ce courant ont commencé à se demander si l'aide pouvait stimuler la croissance et si son rendement pouvait décroître à mesure que ladite aide était augmentée. En effet, jusqu'au milieu des années 1990, ceux qui s'intéressaient à l'efficacité de l'aide n'ont testé qu'un rapport linéaire entre l'aide et la croissance qui pose le problème d'endogénéité lié à l'utilisation d'une seule équation dans laquelle, l'effet inverse d'une faible croissance sur une massive allocation de l'aide est ignoré. Ces insuffisances ont été, par la suite, relevées par une nouvelle catégorie de chercheurs qui vont soutenir la thèse contraire.

La plupart de ces derniers auteurs admettent le rendement décroissant de l'aide et concluent à une relation positive entre celle-ci et la croissance (Hajimichael et alii, 1995 ; Durbarry et alii, 1998 ; Dalgaard et Hansen, 2000 ; Hansen et Tarp, 2000 et 2001 ; Lensink et White, 2001 ; Dalgaard et alii, 2004). Selon la majorité de ces chercheurs, l'aide n'a pas toujours été efficace ; mais, en général, l'augmentation des flux d'aide a été associée à une croissance plus rapide. La relation est généralement positive, bien que le rendement décroisse à mesure que l'aide augmente, c'est-à-dire que l'impact marginal sur la croissance est maximisé lorsque l'aide est moins importante et diminue à mesure que l'aide augmente.

A ce propos, les premiers auteurs (Papenek, 1973 ; Levy, 1988), ont présumé que l'aide stimulerait la croissance en augmentant l'épargne et le stock de capital. De plus, l'aide pourrait contribuer à l'accroissement de la productivité des travailleurs (par exemple, par des investissements en santé ou en éducation). Elle pourrait aussi servir de courroie de transmission de la technologie ou des connaissances entre les

² On parle ici du problème de la fongibilité de l'aide publique au développement.

pays riches et les pays pauvres (en finançant les importations de biens d'équipement ou dans le cadre de programmes d'assistance technique).

De tels résultats n'ont pas manqué de susciter des débats très animés entre ces derniers et les chercheurs qui avaient conclu à l'absence d'une telle relation. Cependant, Roodman (2004) a soumis trois de ces études à une analyse de sensibilité et a constaté que deux d'entre elles [Dalggaard (2004) et les résultats de l'estimation par la méthode des moments généralisés de Hansen et Tarp (2001)] sont raisonnablement robustes.

Toutes ces études regroupent un panel de pays en développement. Cependant, pour faire ressortir les spécificités de l'Afrique subsaharienne et tenir compte de la sélectivité de l'aide (Alesina et Dollar, 2000 ; Burnside et Dollar, 2000) qui n'est pas sans effet sur son efficacité dans les différents pays et régions bénéficiaires, une variable muette est introduite dont le coefficient est significativement négatif dans presque toutes les études empiriques. Mais en termes d'explication de la différence dans les taux de croissance, cette variable muette n'offre pas une information supplémentaire si bien que son interprétation est souvent négligée.

A côté de ces études à caractère globalisant, certaines études se sont penchées spécifiquement sur le cas des pays africains subsahariens. L'une d'elles est celle réalisée par Levy (1988) qui a abouti à la conclusion que l'aide a un impact positif et significatif sur la croissance dans ces pays. Cependant, il faut remarquer que son estimation sur données transversales ne couvre que la période 1968-1992. Plus récemment, Hadjimichael et alii (1995) sont parvenus aux mêmes résultats sur un échantillon de 41 pays sur une période de 1986 à 1992.

Pour un compromis entre les tenants des deux précédentes thèses, de nouvelles pistes sont explorées, notamment la recherche d'une éventuelle conditionnalité de la relation aide-croissance. Radelet et alii (2004) ont remarqué que la plupart des études portant sur la relation entre l'aide et la croissance présentent deux lacunes, touchant au fond et à la prise en compte du facteur temps. Pour ce qui est de la première lacune, presque tous les chercheurs analysent la relation entre l'aide totale et la croissance, alors qu'une bonne part de cette aide n'est pas destinée à stimuler la croissance. En effet, l'objectif premier de l'aide visant à renforcer la démocratie ou à assurer le secours humanitaire n'est pas la croissance. Il n'est pas étonnant que la plupart des initiatives qui entrent dans cette catégorie n'aient aucun lien avec la croissance. En revanche, le financement de la construction de routes et de ponts, de l'aménagement d'une infrastructure de télécommunications, ou encore le soutien à l'agriculture et à l'industrie devrait accélérer la croissance. A cet effet, Radelet et alii (2004) repartissent l'aide en trois catégories à savoir l'aide ayant un impact à court terme, l'aide ayant un impact à long terme et l'aide alimentaire. D'après leurs travaux, le coefficient de l'aide à impact à court terme est plus de trois

fois plus grand que celui de l'aide brute. Quant au coefficient de l'aide à impact à long terme, il est non significatif, alors que celui de l'aide humanitaire est négatif. Chang et alii (1998) ont construit une nouvelle statistique nommée Aide Effective au Développement (AED). La différence principale entre la nouvelle mesure de l'aide (AED) et la mesure utilisée par les autres auteurs (Aide Publique au Développement) est que AED est la somme de subventions et des équivalents de subvention des emprunts officiels alors que, l'APD inclut les subventions directes et les prêts concessionnels pour lesquelles la composante subvention est au-delà de 25 pour cent. A ce propos, Doucouliagos et Paldam (2005), ont utilisé la méthode d'analyse *meta* et ont conclu que cette différence n'affecte pas de façon significative les résultats des études.

Malgré la vaste littérature empirique sur le thème aide-croissance, les études n'ont pas directement adressé les mécanismes sur lesquels l'aide peut affecter la croissance. Karima Gomanee, Sourafel Girma et Oliver Morrissey (2005) identifient l'investissement comme le mécanisme de transmission le plus significatif et aussi ils considèrent les effets à travers le financement des importations et les dépenses de consommation gouvernementales. Sur un panel de 25 pays de l'Afrique Subsaharienne durant la période 1970-1997, les résultats de l'estimation montrent un effet significatif et positif de l'aide sur la croissance. Toute chose étant égale par ailleurs, en moyenne une augmentation d'un point de pourcentage de l'aide en pourcentage du PIB contribue à une hausse d'un quart de points de pourcentage du taux de croissance.

L'indicateur de politique économique ne prend en compte que les aspects de la stabilité macroéconomique, c'est-à-dire la capacité des gouvernements récipiendaires à conduire, de manière saine, leur politique économique. Dans notre approche, l'indice important pris en compte est celui de la lutte contre la corruption développé par Kaufmann et alii (2005). En effet, dans le contexte africain subsaharien, cet indice de politique de Burnside et Dollar peut être élevé pour certains pays sans pour autant que les problèmes récurrents de corruption et de détournements des fonds alloués aux projets de développement aient été résolus. L'aide a alimenté la croissance du Mozambique et de l'Ouganda au sortir de la guerre civile, et ce même si leurs politiques et institutions étaient loin d'être idéales. En Indonésie, l'aide a contribué à la croissance soutenue et à la réduction de la pauvreté sous le régime Suharto, même dans les années 1970 et 1980, lorsque les institutions étaient fragiles, la corruption était inquiétante et les politiques sous-optimales.

Burnside et Dollar (1997,2000) considèrent que l'aide publique au développement est efficace en termes de croissance dans les pays en développement que lorsque ces derniers adoptent des politiques économiques de bonne qualité. Pour ce faire, ils estiment une équation de croissance qui inclue une variable d'aide en pourcentage du PIB et un terme d'aide en interaction avec un indicateur de politique

économique. Ce dernier est appréhendé par la maîtrise de l'inflation, l'équilibre budgétaire et l'ouverture commerciale. Cet indice se représente comme suit :

$$\text{Politique} = 1.28 + 6.85 * \text{Surplus du Budget} - 1.4 * \text{Inflation} + 2.16 * \text{Ouverture}$$

La constante 1.28 présente l'impact de toutes les autres variables sauf l'inflation, le surplus budgétaire et l'ouverture commerciale sur la croissance économique.

Leurs résultats d'estimation montrent également un coefficient positif et statistiquement significatif au seuil de 1% du terme croisé de l'aide avec l'indice de politique économique. Ils concluent que l'efficacité de l'aide en termes de croissance dépend de la qualité des politiques économiques des pays en développement. L'idée développée par Burnside et Dollar (2000) se base sur le principe que l'aide est seulement efficace dans un bon environnement macroéconomique.

Les implications politiques de l'analyse de Burnside et Dollar sont très importantes. En effet, si l'aide est plus efficace dans un bon environnement macro-économique, elle devrait cibler les pays en développement les plus pauvres et ayant adopté de « bonnes » politiques économiques. S'esquisse alors un principe de sélectivité des pays receveurs dans la logique d'une conditionnalité ex-ante fondée sur la qualité des politiques économiques.

A partir de cet indice de politique économique on va évaluer l'impact de l'effet croisé de l'aide internationale et l'indice de politique économique sur la croissance.

III. ESTIMATION ÉCONOMÉTRIQUE

A. Mesures de variables

Pour étudier la relation entre l'aide au développement et la croissance économique on considère l'échantillon suivant composé de 72 pays en développement sur des périodes annuelles entre 1980 et 2010. La variable dépendante est le taux de croissance du PIB par tête. Les données sur cette variable sont disponibles sur le site de la banque mondiale : www.worldbank.org.

Pour la variable explicative d'intérêt on utilise l'aide publique en pourcentage du PIB. L'aide en développement représente l'ensemble des dons et des prêts nets avec un élément dons supérieur à 25. Les autres variables explicatives sont le PIB par tête initial, l'ouverture commerciale, M2 en pourcentage du PIB, la consommation gouvernementale, la variable géographie, l'inflation, le niveau d'espérance et un indicateur de qualité institutionnel donné par policy IV. Les données proviennent de la base de données de World Development Indicators WDI (2012).

B. Equations

On utilise la technique d'estimation des données de panel étant donné qu'elle permet de prendre en compte l'hétérogénéité entre les individus composés de pays, elle permet aussi de résoudre les problèmes de multicollinéarité.

Notre modèle économétrique d'analyse repose sur la méthode de panel dynamique qui introduit un ou plusieurs retards de la variable dépendante qui est le Logarithme du PIB par tête comme variables explicatives. L'analyse économétrique de l'efficacité de l'aide proposée dans cet article est basée sur les estimations de la croissance. On va estimer le modèle suivant :

$$a + b = \gamma \quad (1)$$

Où (i) désigne le pays étudiée et (t) fait référence à la période d'analyse. L'effet individuel fixe relatif aux pays est représenté par le terme (η_i). Enfin le terme d'erreur est représenté par le terme (ϵ_{it}).

La Méthode des Moments Généralisés (GMM) en panel dynamique donne une estimation efficiente du modèle ci dessus contrairement aux Méthodes de Carrés Ordinaires MCO tout en permettant de contrôler les effets spécifiques individuels et temporels et de remédier les biais d'endogénéité des variables explicatives telles que celles de l'aide publique au développement et d'autres variables explicatives par le biais de variables instrumentales générés par leurs retards.

Cette méthode des (GMM) sur panel conçoit les instruments à partir des variables explicatives, ce n'est pas comme les autres méthodes d'estimation de variables instrumentales comme (2SLS et 3SLS) qui nécessitent le choix d'une ou plusieurs variables instrumentales théorique qui ne soient pas corrélée avec les variables explicatives et le résidu, ce qui est une chose difficile à faire.

Afin d'estimer notre modèle nous utilisons la méthode des Moments Généralisés en différence « Diff GMM » d'Arellano et Bond (1991). Cet estimateur est basé sur la différence première des variables et élimine ainsi les effets spécifiques des pays tout en prenant pour instruments des niveaux appropriés de valeurs retardées (en niveau) pour toutes les variables potentiellement endogènes. L'estimation de la méthode des GMM s'effectue en utilisant la commande XTABOND2³ sur le logiciel STATA.

En effet, les séries temporelles du PIB par tête sont précisément accentuées dans le temps et le nombre d'années d'observation dans notre modèle est étroit. Les valeurs retardées des variables explicatives sont des faibles instruments de l'équation en différence première. En plus, la différentiation de l'équation en niveau élimine les variations inter-pays et ne prend en compte que les variations intra-pays. Blundell et Bond (1998) à la suite d'Arellano et Bover (1995) proposent comme solution l'estimateur GMM en système (Sys-GMM) qui porte sur l'estimation simultanée de l'équation en différence première associée à l'équation en niveau

C. Resultat des estimations

³ C'est une commande développé par Roodman, D. (2006). Elle donne des estimations plus efficiente que la commande xtabond.

L'objectif de notre étude est d'évaluer l'impact de l'aide publique au développement sur la croissance du PIB par tête dans les pays en développement. Les estimations sont faites à partir de la méthode des moments généralisés (GMM) en panel dynamique de Blundell et Bond (1998), qui est ad hoc dans le cadre d'un échantillon fini .

Le test de Hansen ne permet pas de rejeter l'hypothèse de validité des instruments utilisés dans la régression. On a utilisé t-2 retards en niveau et en différence de la variable aide comme instruments étant donné qu'elle est endogène, les autres variables explicatives sont instrumentés par leurs retards t-1 en niveau et en différence et sont considérés comme des variables exogènes. De plus, nous remarquons qu'il n'y a pas d'autocorrélation de second ordre des erreurs de l'équation en différence (AR2), parce que, le test d'autocorrélation de second ordre d'Arellano et Bond ne permette pas de rejeter l'hypothèse d'absence d'autocorrélation de premier ordre. Par ailleurs, nous avons estimé le modèle par la méthode de GMM en une étape et deux étapes, et par conséquent, nous avons obtenus les mêmes résultats. Donc, on peut conclure que tous nos résultats sont robustes.

D'après les résultats d'estimation, et plus précisément, on constate que le coefficient de l'aide publique au développement par tête exprimé en pourcentage du PIB est négatif et statistiquement non significatif au seuil de 1 % dans les deux méthodes d'estimation en une et deux étapes. Cette absence de significativité de l'aide peut être due aux inefficiences de l'aide, pouvant être relatives à une contrainte budgétaire trop douce et n'incitant pas les gouvernements des pays en développement à dynamiser leur économie. Elle peut aussi être due à l'endogénéité de l'aide. Afin de corriger cette endogénéité, on a instrumentée cette variable par son retard de second ordre, mais aucun résultat positif et stable n'est trouvé concernant le coefficient de l'aide globale.

En ce qui concerne les variables de contrôle : la consommation gouvernementale et le taux d'inflation sont négatifs et statistiquement significatifs au seuil de 1%. Les résultats statistiques montrent que ces variables exercent un effet négatif sur la croissance économique.

Les coefficients de l'ouverture commerciale et du logarithme du PIB par tête initial sont positifs et statistiquement significatifs au seuil de 1%. Ceci est attribué à l'expansion rapide des exportations dans ces pays qui améliorent en général la croissance économique. De même pour le coefficient des investissements directs étrangers. Les autres variables tels que le taux de croissance de la population et le ratio de M2 en PIB n'ont pas les signes prédits.

Table I. Croissance Economique et Aide au Développement : Estimation de Panel Dynamique (1980-2010) : Méthode des Moments Généralisés (GMM) de Blundell et Bond (1998)

Variables explicatives	GMM1	GMM2
Constante	0.5848993 (0.163)	0.5785562 (0.172)
Aide (%PIB)	-0.0051654 (0.104)	-0.0052873 (0.100)
Log (PIB initial)	0.9310112 (0.000)*	0.9377772 (0.000)*
Population	0.0130878 (0.685)	0.0128053 (0.674)
Taux d'inflation	-0.0000754 (0.000) *	-0.000076 (0.000)
Taux d'ouverture	0.0031976 (0.001)*	0.002887 (0.001)*
M ₂ (PIB)	-0.0000281 (0.001) *	-0.0000296 (0.003) *
Consommations gouv	-0.0166875 (0.012) *	-0.0166742 (0.013) *
Nombre d'observation	364	364
Nombre de pays	72	72
Nombre d'instruments	61	61
AR1	0.065	0.064
AR2	0.879	0.794
Sargan/Hansen** p-value	0.714	0.714

Conclusion

A partir de la méthode de panel dynamique ou « Sys-GMM » de Blundell et Bond (1998) et de données sur 52 pays en développement sur des périodes de 5 ans entre 1970-2009, nous montrons que l'aide au développement ne semble pas encourager la croissance économique dans les pays en développement. L'impact de l'aide reçue est non significatif. L'aide ne semble jouer aucun rôle vis-à-vis de la croissance économique et donc sur la réduction de la pauvreté.

La politique économique ne semble pas expliquer l'inefficacité de l'aide publique au développement.

REFERENCES

- [1] Amprou Jacky et Lisa Chauvet (2004), "Efficacité et allocation de l'aide : revue des débats", *AFD Notes et Documents* n°6, 146.
- [2] Berg E. (2002), "Increasing the effectiveness of aid: A critique of some current views", Prepared for expert group meeting, United Nations, 24-25 January. 324
- [3] Bigsten Arne (1998), "Can Aid Generate Growth in Africa?" Göteborg University, Department of Economics, *Working papers in economics* no3.
- [4] Boone P. (1996), "Politics and the Effectiveness of Foreign Aid", *European Economic Review* 40 (2) 289-329.
- [5] Burnside Craig et David Dollar (2003), "A Reply to New Data, New Doubts: A Comment on Burnside and Dollar's "Aid, Policies, and Growth""", *Forthcoming, American Economic Review*.
- [6] Burnside Craig et David Dollar (2005), "Aid, Policies, and Growth: Revisiting the Evidence". *World Bank Policy Research Working Paper* 3251.
- [7] Chauvet L. et P. Guillaumont (2002), "Aid and Growth Revisited: Policy, Economic Vulnerability and Political Instability", Paper present at the Annual Bank Conference on Development Economics on Towards Pro-poor Policies, Oslo, June.
- [8] Chenery, Hollis B. et Alan M. Strout (1966), "Foreign Assistance and Economic Development", *The American Economic Review*, Volume LVI, Number 4, Part I, September.